



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 08 AVR. 2025**

mettant en demeure M. Frédéric OTT de respecter des prescriptions relatives  
à l'exploitation de son élevage de poulets de chair à Ohlungen

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates agricoles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 autorisant M. Frédéric OTT à exploiter un élevage « IED » de 53 000 emplacements de volailles de chair sur la commune d'OHLUNGEN
- VU** le rapport de l'inspection du 28 février 2025 réalisée par les services d'inspection de la direction départementale de la protection des populations ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation de M. Frédéric OTT est une installation soumise à autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de M. Frédéric OTT n'est pas strictement exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que toutes les dispositions visant à prévenir le risque incendie d'origine électrique ne sont pas mises en œuvre dans cette installation, en particulier les vérifications régulières des installations électriques et l'absence d'arrêt électrique d'urgence pour l'un des bâtiments ;

**CONSIDÉRANT** qu'il existe un risque chimique non maîtrisé du fait du stockage sur une même rétention de produits chimiques incompatibles dans cette installation ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne déclare pas les émissions atmosphériques de son installation ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

L'installation de M. Frédéric OTT est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans un **délai maximum de six mois** à compter de la réception du présent arrêté :

PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 27 DÉCEMBRE 2013 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'AUTORISATION AU TITRE DES RUBRIQUES N<sup>os</sup> 2101 ET 3660 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

#### Article 3 :

**« L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. »**

#### Article 13 :

**«[...] Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. [...] »**

#### Article 14 :

**« [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. [...] »**

#### Article 15 :

**« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »**

#### Article 45 :

**« L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »**

### Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Dans ce cas, en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prises sont publiées sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

#### Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric OTT par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Ohlungen.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Mathieu DUHAMEL